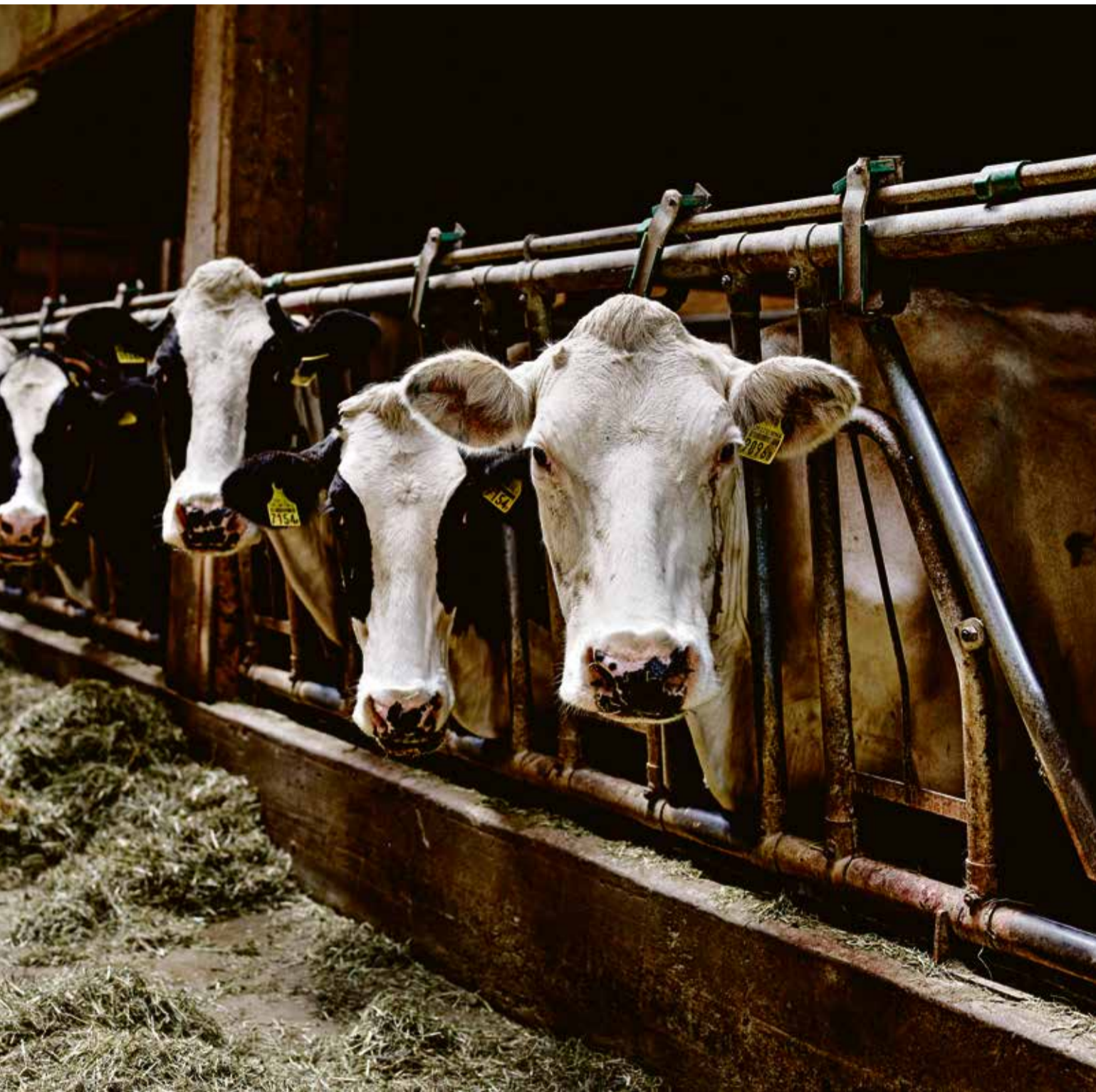


# avec les produits laitiers



Sollicités, Migros et Coop disent ne pas être en mesure de commenter les informations émanant des LRG. «Migros ne communique pas sur ses marges», précise son porte-parole, Tristan Cerf. Il ajoute que «l'assertion selon laquelle les marges du commerce de détail en Suisse seraient élevées est injustifiée». La Fédération des coopératives Migros n'a pas vocation à «maximiser le profit» et renvoie à son rapport annuel, précisant qu'avec une «rentabilité aussi basse nous ne ferions pas long en bourse». Manor n'a pas souhaité commenter nos informations et Aligro n'a donné aucune suite.

rence «acharnée» ou «intense», surtout en Suisse romande en raison du tourisme d'achat.

## En Europe, des marges bien inférieures

A l'échelle du groupe, Migros enregistre une marge brute de 39% en 2021. C'est tout simplement le double de celle du géant français Carrefour, selon une étude de Promarca basée sur les années 2006-2015. Coop fait un peu moins bien avec 32%, ce qui reste une prouesse: ses marges sont trois fois supérieures à celles de l'allemand Edeka et ses 11 114 points de vente.

Ce qui fait dire à Anastasia Li qu'«en Europe, les marges sont proches. Seule la Suisse sort du lot», pointant une concentration parmi les plus élevées du monde. «Si une société réalise une marge adéquate dans un secteur concurrentiel, applaudissons. En Suisse, on ne peut pas dire qu'il en soit ainsi dans le domaine alimentaire. La grande distribution est en mesure d'exercer une pression importante sur ses fournisseurs.» Contre-exemple? Le marché de l'électronique. Soumis à une forte concurrence, ces produits sont moins chers en Suisse.

Spécialiste du lait pour le syndicat Uniterre, Berthe Darras explique que cette situation affecte toute la chaîne de valeur: «Les distributeurs exercent une énorme pression sur les transformateurs, qui la répercutent sur les producteurs.»

Existe-t-il néanmoins, dans ce petit marché suisse, des paramètres qui justifieraient des marges plus élevées? Plutôt que de marges, Coop parle de prix et avance que les différences avec l'étranger s'expliquent par les coûts salariaux et immobiliers, par la politique agricole protectionniste et la structure des groupes. En effet, Migros et Coop sont intégrés verticalement, actifs de la transformation à la vente. Tous deux disent offrir des «prix équitables» à leurs fournisseurs. Migros ajoute qu'il continuera de «rogné» ses marges à l'avenir, ayant déjà baissé ses prix de 500 millions lors des trois dernières années. ■

## «Une marge d'environ 25% devrait suffire pour les produits laitiers»

MARK FROELICHER,  
COFONDATEUR D'EXMAR

Ces marges sur les produits laitiers sont pourtant, en moyenne, bien supérieures à celles des concurrents français de Migros et Coop. Pour une gamme de produits similaires, l'Observatoire français de la formation des prix et des marges des produits alimentaires, rattaché au Ministère de l'économie, a relevé en 2020 des marges comprises entre 19 et 34%.

«Une marge d'environ 25% devrait suffire pour les produits laitiers», estime Mark Froelicher, cofondateur d'EXMAR, une société vaudoise qui aide les PME à commercialiser leurs produits, notamment laitiers. Il relève qu'en Suisse «le consommateur est assez impuissant. Il n'y a pas vraiment d'alternatives à la puissance de Migros et Coop, qui n'ont pas intérêt à réduire leurs marges dans ce contexte.» A l'inverse, les deux détaillants avancent que le secteur est soumis à une concurren-

## Prix du lait: marges grasses et vaches maigres

**CHIFFRES** Le prix payé aux producteurs pour un litre de lait ne permet pas de couvrir les coûts de production. Plongée dans les méandres du calcul du prix du lait avec les premiers concernés

Sabine Bourgeois Bach se tient au centre de l'étable et regarde avec tendresse son troupeau de 160 vaches laitières. Ici, entre le Jorat et la Broye, dans le canton de Vaud, on produit du lait pour le gruyère AOP. Surnommée «Sabine a dit» dans la région en raison de ses compétences, elle parle innovation, efficacité, calcul des coûts et prix du lait. «Notre métier est l'un des seuls qui ne rédige pas de facture. On sait combien on est payé après avoir vendu notre production. C'est une habitude qui remonte vraisemblablement à l'époque du servage.»

L'éleveuse-entrepreneuse de 54 ans n'hésite pas à comparer la situation des producteurs de lait à celle des serfs face à leur seigneur. Le servage n'a disparu dans la région qu'au cours du XVIIe siècle. Les serfs appartenaient au seigneur par leur travail et les impôts dont ils devaient s'acquitter. «Aujourd'hui encore, on attend qu'on nous donne ce que l'on veut bien nous donner, poursuit Sabine Bourgeois Bach. C'est une erreur fondamentale.» La question du prix du lait et de la complexité de son calcul est une question de survie pour les fermes laitières, qui continuent à disparaître chaque année. De fait, le prix du lait est fixé non pas en fonction des coûts de production, mais de l'usage qui en est fait, décision sur laquelle l'éleveur n'a aucune prise.

L'agricultrice pousse un tas de foin vers l'une de ses bêtes, qui s'empresse de le dévorer. De grands ventilateurs apportent un peu d'air à l'intérieur alors que les champs autour de la ferme sont écrasés par le soleil de l'après-midi. «Elles devraient être dans

les pâturages, mais on doit les garder au frais. Chaque année, c'est pire. Il faudra une climatisation.» Un investissement de plus à prévoir.

Sabine Bourgeois Bach fait partie d'European Dairy Farmers (EDF), un club international qui favorise l'échange d'expériences et de connaissances entre les producteurs laitiers. A ce titre, elle sait précisément quels sont ses coûts de production. En 2021, un litre de lait à la ferme du Naz coûtait 106,5 centimes à produire.

## «Aujourd'hui encore, on attend qu'on nous donne ce que l'on veut bien nous donner»

SABINE BOURGEOIS BACH, AGRICULTRICE

Or le prix payé au producteur pour un litre de lait destiné à la production de gruyère AOP s'élevait en avril à 84,05 centimes, ce qui inflige à notre agricultrice un déficit de 21%. Et encore, il s'agit du lait le mieux payé en Suisse, beaucoup de producteurs ne touchent pas plus de 65 centimes. «Ces chiffres paraissent aberrants, dénonce l'agricultrice. Et pourtant, nous avons des coûts bas, car nous avons optimisé notre structure. La plupart de nos collègues de la Gruyère sont à 120 centimes le litre.»

Berthe Darras, spécialiste du lait chez Uniterre, a publié, en 2020, un rapport détaillé sur le marché laitier. Comment les paysans parviennent-ils à s'en sortir? «La différence entre les coûts de production et le prix du lait est comblée par les paiements directs [subventions, ndlr], les activités annexes,

le travail de la famille, les semaines de 80 heures et les emplois annexes du ou de la conjointe.» Selon le rapport, les paiements directs, qui sont des subventions fédérales, représentent en moyenne 23 à 44% du revenu des fermes laitières.

Jean-Bernard Chevalley, producteur et élu UDC à Puidoux, vend son lait de vache à Mooh, le plus important acheteur de lait. Il touche 70 centimes par litre. S'il s'en sort, c'est grâce aux paiements directs et surtout en transformant lui-même son lait de brebis en fromage, yogourts et glaces.

«C'est un scandale que les agriculteurs qui travaillent sans relâche soient aussi peu payés, s'insurge Mark Froelicher, directeur d'EXMAR, une société qui aide les PME à commercialiser leurs produits et spécialiste du milieu laitier. Sans les subventions, beaucoup de producteurs disparaîtraient et la production suisse ne suffirait plus.»

A 6 km de la ferme du Naz, en terres fri-bourgeoises, se trouve un pionnier du lait équitable. Claude Demierre, 62 ans, affiche à l'entrée de sa ferme un panneau pour le lait à un franc. Il termine le travail de la matinée dans son étable. Ses 46 vaches sont bien installées à l'ombre. «Je me lève à 4h45 tous les jours depuis 1978. Je travaille en moyenne 70 à 80 heures par semaine, avec des pics à 100 heures. Si on comptait nos heures de travail, les coûts doubleraient.»

Seule 10% de sa production est vendue comme lait équitable. Si bien qu'au mois d'avril 2022 il a touché en moyenne 60 centimes par litre. «Ce n'est pas la durée du travail qui est importante, ajoute-t-il, mais la rémunération qui est insuffisante. Ce qui est donné pour des prestations accessoires sert en vérité à faire survivre l'exploitation principale. Ce système est un cercle vicieux qui mène l'agriculteur à sa perte.»

Les paiements directs lui apportent un

complément, qu'il juge insatisfaisant. Car les subventions fédérales, issues des impôts payés par les contribuables suisses, rémunèrent des services d'intérêt général fournis par les agriculteurs (entretien du paysage, protection de l'environnement, etc.); elles ne sont pas liées à la production. «Nous sommes les jardiniers du pays à 5 francs de l'heure et en plus, aucune reconnaissance pour les efforts que nous faisons pour l'environnement et la protection des animaux.»

Les agriculteurs interrogés se rejoignent sur ce point. Ils refusent de dépendre de l'argent public pour faire tourner leur exploitation et veulent recevoir un prix qui couvre leurs frais de production. Pour eux, le nœud du problème, ce sont les distributeurs. «Ce n'est jamais la grande distribution qui rogne ses marges, explique Jean-Bernard Chevalley. Le coût est reporté sur les autres acteurs de la chaîne: consommateur, producteur et transformateur.»

## Une augmentation pour du beurre

Cette année 2022 a été marquée par une hausse exceptionnelle du prix d'achat en

raison de l'inflation. Pour le lait de centrale (dit aussi lait industriel), les producteurs reçoivent 5 centimes de plus par litre depuis mi-avril, alors que les augmentations des années précédentes ne dépassaient pas 2 centimes. En contrepartie, les prix sont bloqués jusqu'à la fin de l'année.

Dans le même temps, les coûts du diesel, des engrais ou du fourrage ont explosé. Résultat: les producteurs toucheront moins que l'an passé. Sabine Bourgeois Bach, à Carrouges, est écoeurée: «Cette augmentation ne couvre pas la hausse des coûts, qui va s'accroître d'ici à la fin de l'année.»

Les perspectives ne sont pas réjouissantes. Les coûts de production vont continuer d'augmenter et les producteurs qui jettent l'éponge sont de plus en plus nombreux. De fait, la production n'a pas augmenté proportionnellement à la population. Pour Claude Demierre, des pénuries de produits laitiers, comme celle de beurre l'an passé, ne sont plus inenvisageables. «Tant que les gens peuvent remplir leur caddie, ils ne se posent pas de questions. Mais ça pourrait ne pas durer.» ■ M. GT, D.-Q. N. ET S. PE.

## ÉCARTS

### Plus ou moins 20 centimes

Le lait de centrale, celui qui est transformé par l'industrie, est acheté à trois prix différents: A, B et C, qui en avril étaient respectivement à 75,5, 67,7 et 52,7 centimes. Ce sont exactement les mêmes laits, la seule chose qui les différencie, c'est ce que l'on en fait: des produits à haute ou basse valeur ajoutée, pour le marché suisse ou

pour l'exportation. Le paysan n'a aucune influence sur ce choix.

De ce fait, le lait d'un même producteur sera divisé entre les catégories A et B, selon les besoins de l'industrie. Cette répartition varie d'un mois à l'autre et l'agriculteur ne découvre son revenu qu'à la réception du paiement, le mois suivant. ■